

avec les députés qui décrivent la jeunesse canadienne comme l'a fait le député de Yorkton-Melville.

La motion du député présente quelque utilité en ce sens qu'elle demande à la Chambre de consacrer quelques instants à essayer de mieux comprendre l'évolution de la société et notamment de mieux connaître les raisons pour lesquelles, dans une société laborieuse, on adopte de nouvelles valeurs et on rejette les anciennes, si bien qu'on en arrive à des situations difficiles à concilier avec l'idée du travail quotidien à l'usine, et ainsi de suite.

Le député de Brant (M. Blackburn) a terminé son intervention d'il y a quelques instants en citant un extrait d'un article de journal intéressant, selon lequel une forte proportion de gens recourent à des hallucinogènes pour s'adapter à un milieu qui les force à travailler. Il est possible que nous vivions à une époque où il est bien plus agréable de ne pas travailler parce que, comme nous le savons tous, et comme on nous l'a déjà dit, le travail se déshumanise de plus en plus; il y a, en effet, un manque d'identification et on éprouve peu de plaisir à travailler à la chaîne. Nous n'avons pas encore la clé du problème pas plus que nous ne savons pourquoi les nouvelles valeurs adoptées par les jeunes gagnent du terrain.

Les deux députés qui ont pris la parole avant moi ont dit qu'il était souhaitable d'étendre le rayon d'action du programme Perspectives-Jeunesse aux jeunes agriculteurs et aux jeunes gens qui ne sont pas étudiants. Je trouve qu'on a déjà réalisé cet objectif, en partie du moins, grâce au programme LIP. Des milliers de jeunes Canadiens qui ne sont pas étudiants s'occupent à des programmes d'initiatives locales dont la portée et beaucoup plus vaste puisqu'ils permettent une participation active sans tenir compte de l'âge. Si nous nous étions strictement conformés à la proposition, on nous aurait peut-être accusés de discrimination d'âge pour n'avoir offert ces projets qu'aux jeunes en excluant les autres. Sous l'égide du PIL notre initiative tend à s'appliquer à tous. Aux termes du programme, peut participer toute personne, quel que soit son âge qui ne travaille pas et qui aimerait contribuer à l'amélioration de sa collectivité.

• (1650)

Nous pourrions espérer qu'un débat de ce genre apporte de nouvelles réponses au présent défi qui s'avère très complexe. Il s'agit de tenter de mettre le gouvernement en mesure de s'adapter d'année en année à une société dont les valeurs changent rapidement, comme nous le savons tous, et d'offrir des programmes tout à fait différents de ceux qui existaient autrefois. C'est en fait—et il est regrettable qu'aucun des députés d'en face ne l'ait reconnu—que le gouvernement du Canada a, par l'intermédiaire du programme des initiatives locales, mis en marche un programme des plus hardis destiné à réduire le chômage et qui fait l'envie de la quasi totalité des pays industrialisés occidentaux. Les pays étrangers se sont renseignés sur la façon dont ce programme a été conçu et appliqué. Ils ont aussi demandé s'il était dangereux du point de vue politique. Habituellement, la demande de renseignements nous vient sous forme d'une question comme celle-ci: A votre avis, n'avez-vous pas couru un grand risque en lançant un programme de cette nature? Certes, le gouvernement a couru ce risque, mais en définitive, le programme semble avoir assez bien réussi malgré les critiques, les articles de journaux et quelques questions posées à la Chambre. Je me souviens très bien qu'au printemps 1971, l'opposition s'était juré de démontrer que le programme Perspectives-Jeunesse avait été mal conçu et élaboré à la hâte. Mainte-

nant, 15 mois plus tard, nous sommes témoins de ce magnifique exemple: l'un après l'autre les députés se lèvent non seulement pour louer le bill mais pour dire: «Donnez-nous-en encore plus, s'il vous plaît.»

Je n'ai pas pu trouver de meilleur témoignage de cette politique ou de ce programme. Je répète peut-être ce qu'on a déjà dit mais, d'après nous, le problème du chômage des années 70 subsistera pour les raisons données par d'autres; il constituera un défi perpétuel et tout gouvernement aura des difficultés à trouver les solutions appropriées, acceptables à la fois pour les chômeurs et les travailleurs. Ceux qui ont un emploi devront subventionner les programmes et en mettront sans cesse en doute la qualité et la valeur, comme ils l'ont fait jusqu'à présent. Il s'agit d'un problème qui se pose à nous en permanence. Les buts ont toutefois été bons, les résultats excellents. Dans les villes du moins, on trouve des exemples de programmes excellents qui ont été appliqués à la satisfaction de la communauté, des participants et des gens en place. Le débat d'aujourd'hui donne manifestement l'occasion d'entendre de la bouche de certains députés de l'opposition des éléments de solution pour les années à venir.

M. A. D. Hales (Wellington): Monsieur l'Orateur, je me réjouis d'avoir l'occasion de prendre la parole au sujet de la motion à l'étude. Il est probablement temps d'en donner lecture de nouveau, car je ne pense pas qu'on l'ait fait depuis le début du débat. La motion dit ceci:

Que la Chambre déplore la négligence du gouvernement à présenter un programme global . . .

J'insiste sur les mots «programme global».

. . . et cohérent . . .

J'insiste sur le mot «cohérent»

. . . pour venir à bout du chômage croissant chez les jeunes et son indifférence à l'égard des aspirations légitimes de la jeunesse.

Cette motion vient à point et je pense que la Chambre devrait se féliciter d'en être saisie. Pourquoi cette motion est-elle importante? Parce que, l'an dernier, 46,3 p. 100 des jeunes Canadiens âgés de 14 à 24 ans étaient chômeurs, ce qui représente en gros 250,000 jeunes. Il est aussi vrai que 30,4 p. 100 des chômeurs ont terminé leur huitième année ou moins que ça. Plus d'un million de jeunes ont un diplôme universitaire et seule une fraction de ceux-ci ont pu se trouver un emploi. De nombreux parents ont dit à leurs enfants que s'ils ne fréquentaient pas l'université, ils ne pourraient pas obtenir d'emploi. Ils ont fréquenté l'université, ont obtenu un diplôme, sont entrés dans le marché du travail et n'ont pu trouver un emploi. La situation est assez triste. Certes, elle touche ces parents qui ont dit à leurs enfants qu'ils devaient aller à l'université. De gens qui ont des doctorats sont chauffeurs de taxi et des bacheliers travaillent comme caissières dans les supermarchés. Je ne suggère pas qu'il y ait rien de mal à ces occupations, mais ces jeunes gens ont fréquenté l'université dans l'espérance d'obtenir des postes d'un niveau plus élevé et à un taux de rémunération plus haut qu'ils n'ont pu en obtenir.

Ce sont des cas très graves. Le gouvernement conserve une attitude opportuniste devant tout ce programme depuis que, sous le premier ministre Pearson, il a formé la Compagnie des jeunes Canadiens. Qu'est-il advenu de cette compagnie? Elle aurait dû résoudre une grande partie des difficultés qui se posent à nous maintenant. Au lieu de l'élargir et de lui faire jouer le rôle qui lui était dévolu, le gouvernement est passé du coq à l'âne en lançant un autre programme qu'il a appelé Perspectives-Jeunesse. Ces programmes font double emploi; il aurait fallu